



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 76.962/2/V
du 21 août 2024

advies 76.962/2/V
van 21 augustus 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
31 juillet 2020 établissant des
spécifications techniques
relatives au marquage des
armes à feu et de leurs pièces
soumises à l'épreuve'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
31 juli 2020 tot vaststelling
van technische specificaties
voor de markering van
vuurwapens en de aan de proef
onderworpen onderdelen
daarvan'

Le 10 juillet 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 26 août 2024, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2020 établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes à feu et de leurs pièces soumises à l'épreuve'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 21 août 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur, et Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 août 2024.

*

Op 10 juli 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 26 augustus 2024 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 2020 tot vaststelling van technische specificaties voor de markering van vuurwapens en de aan de proef onderworpen onderdelen daarvan'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 21 augustus 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur, en Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 augustus 2024.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'article 37, alinéa 2, de la loi du 8 juin 2006 'régulant des activités économiques et individuelles avec des armes' (ci-après « loi sur les armes ») dispose :

« Le ministre de la Justice peut consulter le Conseil [consultatif des armes] sur toute modification qu'il est envisagé d'apporter à la présente loi, ainsi que sur tout projet d'arrêté d'exécution de celle-ci. La consultation du Conseil est requise sur les projets d'arrêtés pris en exécution des points suivants de l'article 35 : le 1^o, [...] le 3^o, le 4^o, le 6^o et le 7^o ».

Le projet étant pris sur la base de l'article 35, 3^o, de la loi sur les armes, la consultation du Conseil consultatif des armes constitue une formalité préalable.

Dans son avis 67.046/4 donné le 18 mars 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 31 juillet 2020 'établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes à feu et de leurs pièces soumises à l'épreuve' que le projet tend à modifier, la section de législation a observé :

« Le préambule du projet d'arrêté vise 'la consultation' du Conseil consultatif des armes.

Initialement, l'article 37, alinéa 2, de la loi du 8 juin 2006 'régulant des activités économiques et individuelles avec les armes (aussi appelée 'loi sur les armes')' était rédigé en ce sens qu'il prescrivait '[l]'avis' du Conseil consultatif des armes sur diverses catégories de projets d'arrêtés, parmi lesquels ceux qui – comme tel est le cas de l'arrêté en projet – sont pris en exécution de l'article 35, 3^o, de la même loi.

La loi du 5 mai 2019 a modifié l'article 37, alinéa 2, de la loi sur les armes en vue de remplacer la procédure d'avis obligatoire du Conseil consultatif des armes par un mécanisme de 'consultation' obligatoire de ce Conseil.

Dans son avis n° 64.229/1/2/3/4 donné le 14 novembre 2018 sur l'avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses en matière pénale' à l'origine de la loi du 5 mai 2019 – lequel avant-projet prévoyait déjà le remplacement de la procédure d'avis obligatoire du Conseil consultatif des armes par un mécanisme de 'consultation' obligatoire de ce Conseil –, la section de législation a fait l'observation suivante :

'La volonté, telle qu'elle semble ressortir du commentaire de l'article, est, à la suite d'avis rendus par la section de législation ¹, de supprimer l'exigence d'une délibération collégiale au sein du Conseil, 'compte tenu de la composition variée du Conseil consultatif et de la [difficulté] qui en découle pour parvenir à un consensus'.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet doit être attirée sur le fait que lorsque le législateur prévoit 'la consultation' d'un organe collégial, les avis exprimés par cet organe ne seront rendus de manière valable, en vertu des principes qui régissent la procédure collégiale ², que s'il est établi que les membres de l'organe consulté ont délibéré à propos des éléments sur lesquels porte l'avis et qu'il apparaît que cet avis ne se borne pas à juxtaposer les opinions exprimées mais énonce les observations sur lesquelles les membres de l'organe consulté ont pu s'accorder, complétées le cas échéant par la mention des positions minoritaires.

L'article 37, alinéa 2, en projet est donc inopérant. En conséquence, la disposition sera revue ou omise' ³.

En dépit de cette observation, le législateur a, comme indiqué ci-dessus, modifié l'article 37, alinéa 2, de la loi sur les armes en vue de prévoir 'la consultation' du Conseil consultatif des armes.

¹ *Note de bas de page n° 1 de l'avis cité* : Note de bas de page n° 72 de l'avis cité : Dans l'avis n° 62.554/4 donné le 20 décembre 2017 sur le projet devenu l'arrêté royal du 4 mai 2018 'modifiant divers arrêtés royaux exécutant la Loi sur les armes, notamment en vue de l'application du Règlement d'exécution (UE) 2015/2403 de la Commission du 15 décembre 2015 établissant des lignes directrices communes concernant les normes et techniques de neutralisation en vue de garantir que les armes à feu neutralisées sont rendues irréversiblement inopérantes, et en vue de rendre possible l'informatisation des registres tenus par les stands de tir', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62554.pdf>, la section de législation a observé ce qui suit : « Il résulte de l'article 37, alinéa 2, de [la] loi [sur les armes] que l'avis du Conseil consultatif des armes est requis sur les projets d'arrêtés pris en exécution de l'article 35, 3°, de la loi sur les armes. Figure dans le dossier de demande d'avis, et est visé au préambule comme constituant l'avis du Conseil consultatif des armes, le rapport de la réunion du vendredi 11 mars 2016 de ce conseil portant sur le projet d'arrêté royal à l'examen. Ce rapport constitue le compte-rendu de la réunion concernée et se borne à restituer le contenu de l'échange de vues qui a eu lieu au sein du conseil et qui a pris la forme d'opinions individuelles exprimées par certains des membres du conseil, de questions posées par d'autres et de réponses que d'autres membres du conseil y ont eux-mêmes apportées. Au terme des débats au sein du Conseil consultatif, le rapport n'exprime pas un avis, c'est-à-dire une opinion collective, qui résulte de la délibération de ce conseil, émise en tant qu'organe collégial sur le projet d'arrêté royal qui lui est soumis. Un tel rapport ne constitue dès lors pas un avis du Conseil consultatif des armes au sens requis par la loi sur les armes. La formalité préalable obligatoire n'est donc à ce stade pas accomplie ».

² *Note de bas de page n° 2 de l'avis cité* : Note de bas de page n° 73 de l'avis cité : Voir P. GOFFAUX, Dictionnaire de droit administratif, Bruxelles, Bruylant, 2^{ème} éd., 2016, pp. 505 et s.

³ *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : Avis n° 64.229/1-2-3-4, donné le 14 novembre 2018, *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 3515/5, pp. 285-286, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64229.pdf>.

Aussi, comme la section de législation l'a observé dans l'avis précité, les avis exprimés par le Conseil consultatif des armes ne peuvent être rendus de manière valable que s'il est établi que les membres de l'organe consulté ont délibéré à propos des éléments sur lesquels porte l'avis et qu'il apparait que cet avis ne se borne pas à juxtaposer les opinions exprimées mais énonce les observations sur lesquelles les membres de l'organe consulté ont pu s'accorder, complétées le cas échéant par la mention des positions minoritaires.

En l'espèce, il ressort du dossier que le Conseil consultatif des armes a examiné le projet d'arrêté lors d'une réunion tenue le 28 janvier 2020. Le procès-verbal de la réunion se limite à contenir, à ce sujet, d'une part, une introduction et, d'autre part, une juxtaposition d'interventions de plusieurs membres de cet organe.

Les conditions, indiquées ci-avant, qui sont requises pour que l'on puisse considérer que la formalité prescrite par l'article 37, alinéa 2, de la loi sur les armes a été accomplie, ne sont donc pas remplies.

Aussi, la formalité en question n'est, à ce stade, pas accomplie ».

Cette observation peut être réitérée concernant l'arrêté en projet. En effet, le document communiqué à la section de législation comme constituant « l'avis concernant le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2020 établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes à feu et de leurs pièces soumises à l'épreuve » contient uniquement une juxtaposition d'interventions de plusieurs membres du Conseil consultatif des armes. Il en résulte que la formalité de la consultation du Conseil consultatif des armes n'a pas été valablement accomplie à ce stade. L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité préalable obligatoire.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

L'avis de l'Inspecteur des Finances a été donné le 22 mai 2024 et non le 14 mai 2024. L'alinéa 4 sera revu en conséquence.

DISPOSITIF

Articles 3 et 4

Interrogée sur l'insertion par les articles 3 et 4 de la même obligation de « marquage d'une profondeur d'au moins 0,0762 mm », dans un nouvel alinéa de l'article 2 de l'arrêté royal du 31 juillet 2020 et dans le point 1bis nouveau de l'annexe à cet arrêté, ainsi que sur une entrée en vigueur potentiellement différente de l'obligation que ces deux articles consacrent, la fonctionnaire déléguée a répondu :

« La rédaction de l'obligation de profondeur minimale de marquage d'au moins 0,0762 mm à l'article 3 se justifie par la volonté de préciser le champ d'application temporel et matériel de la nouvelle règle, pour éviter au destinataire une confusion. En effet, l'article 3 fait déjà référence à une date, celle du 17 janvier 2020, date à partir de laquelle les armes à feu et les pièces soumises à l'épreuve doivent faire l'objet d'un marquage clair.

L'annexe (modifiée par l'article 4 du projet) donne les spécifications techniques de marquage des armes à feu et pièces soumises à l'épreuve (telle que la taille de la police, l'alphabet utilisé, le système numéral), il était donc judicieux d'y indiquer la profondeur du marquage. Aussi, la modification de l'annexe correspond à celle apportée à l'annexe de la directive européenne qui est transposée.

L'article 4 ne mentionne pas qu'il s'applique aux armes à feu et aux pièces soumises à l'épreuve fabriquées ou importées, en vue de leur mise sur le marché européen à partir du 22 juillet 2025 car cela est déjà noté à l'article 3 de l'arrêté royal du 31 juillet 2020. Mais par souci de clarté pour le citoyen, cela peut être ajouté ».

Par souci de clarté du dispositif, il conviendrait, comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, de préciser explicitement la date à partir de laquelle la modification prévue par l'article 4 s'applique, soit dans la disposition elle-même, soit dans une disposition spécifique.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Artikel 37, tweede lid, van de wet van 8 juni 2006 ‘houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens’ (hierna: “wapenwet”) luidt als volgt:

“De minister van Justitie kan de Adviesraad [voor wapens] raadplegen over elke voorgenomen wijziging aan deze wet, evenals over elk ontwerp van uitvoeringsbesluit ervan. Het advies van de Raad is vereist over de ontwerpen van besluit genomen ter uitvoering van de volgende punten van artikel 35: het 1°, (...) het 3°, het 4°, het 6° en het 7°.”

Aangezien het ontwerp op artikel 35, 3°, van de wapenwet steunt, vormt de raadpleging van de Adviesraad voor wapens een voorafgaand vormvereiste.

De afdeling Wetgeving heeft het volgende opgemerkt in advies 67.046/4 van 18 maart 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 31 juli 2020 ‘tot vaststelling van technische specificaties voor de markering van vuurwapens en de aan de proef onderworpen onderdelen daarvan’, dat door het ontwerp wordt gewijzigd:

“In de aanhef van dit ontwerpbesluit wordt verwezen naar de ‘raadpleging’ van de Adviesraad voor wapens.

De wet van 8 juni 2006 ‘houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens’ (die ook ‘wapenwet’ genoemd wordt) bevat een artikel 37, tweede lid, waarvan de oorspronkelijke tekst aldus gesteld was dat het ‘advies’ van de Adviesraad voor wapens vereist was voor diverse categorieën van ontwerpen van besluit, waaronder die – zoals het geval is met het ontworpen besluit – welke genomen worden ter uitvoering van artikel 35, 3°, van diezelfde wet.

Bij de wet van 5 mei 2019 is artikel 37, tweede lid, van de wapenwet gewijzigd teneinde de procedure van de verplichte adviesverlening door de Adviesraad voor wapens te vervangen door een regeling van verplichte ‘raadpleging’ van die Raad.

De afdeling Wetgeving heeft de volgende opmerking gemaakt in advies 64.229/1/2/3/4, dat ze op 14 november 2018 uitgebracht heeft over het voorontwerp van wet ‘houdende diverse bepalingen in strafzaken’ die geleid heeft tot de wet van 5 mei 2019 – welk voorontwerp reeds voorzag in de vervanging van [de] procedure van de verplichte adviesverlening door de Adviesraad voor wapens door een regeling van verplichte ‘raadpleging’ van die Raad:

‘De bedoeling, zoals die uit de bespreking van het artikel naar voren komt, is om ingevolge adviezen van de afdeling Wetgeving¹ het vereiste van collegiaal overleg binnen de Raad te schrappen, ‘gelet op de diverse samenstelling van de Adviesraad en de daaruit vloeiende moeilijkheid om tot een consensus te komen.’

De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat wanneer de wetgever in de ‘raadpleging’ van een collegiaal orgaan voorziet, de adviezen van dat orgaan, krachtens de principes die aan de collegiale procedure ten grondslag liggen,² slechts rechtsgeldig zijn wanneer vaststaat dat de leden van het geraadpleegde orgaan beraadslaagd hebben over de elementen waarover het advies gaat, en wanneer blijkt dat dat advies niet louter de vertolkte meningen naast elkaar plaatst maar de opmerkingen formuleert waarover de leden van het geraadpleegde orgaan overeenstemming hebben kunnen bereiken en in voorkomend geval ook de minderheidsstandpunten vermeldt.

¹ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Voetnoot 72 van het geciteerd advies: In advies 62.554/4, op 20 december 2017 gegeven over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 4 mei 2018 ‘tot wijziging van diverse koninklijke besluiten ter uitvoering van de wapenwet, vooral met het oog op de toepassing van de uitvoeringsverordening (EU) 2015/2403 van de Commissie van 15 december 2015 tot vaststelling van gemeenschappelijke richtsnoeren betreffende normen en technieken om te waarborgen dat onbruikbaar gemaakte vuurwapens voorgoed onbruikbaar zijn, en met het oog op het mogelijk maken van het informatiseren van de registers bijgehouden door de schietstanden’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62554.pdf>, heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt: “Uit artikel 37, tweede lid, van [de wapenwet] vloeit voort dat over de ontwerpen van besluit genomen ter uitvoering van artikel 35, 3°, van de wapenwet het advies van de Adviesraad voor wapens ingewonnen dient te worden. Het verslag van de vergadering van vrijdag 11 maart 2016 van die raad over het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit is vervat in het dossier van de adviesaanvraag en naar dat verslag wordt in de aanhef verwezen als het advies van de Adviesraad voor wapens. Dat verslag is evenwel het verslag van de betrokken vergadering en geeft alleen de inhoud weer van de gedachtewisseling die in de raad gehouden is en waarbij door bepaalde leden van de raad individuele standpunten ingenomen zijn, door anderen vragen gesteld zijn en daarop door andere leden van de raad zelf antwoorden gegeven zijn. In het verslag van de debatten binnen de adviesraad wordt geen advies uitgebracht, aangezien er na de besprekingen binnen die raad als collegiaal orgaan geen gezamenlijk standpunt ingenomen is over het aan die raad voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit. Een dergelijk verslag is dan ook geen advies van de Adviesraad voor wapens, zoals voorgeschreven door de wapenwet. Het verplicht voorafgaand vormvereiste is in dit stadium dus niet vervuld.”

² Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Voetnoot 73 van het geciteerd advies: Zie P. GOFFAUX, *Dictionnaire de droit administratif*, Brussel, Bruylant, 2^{de} uitg., 2016, 505 e.v.

Het ontworpen artikel 37, tweede lid, is dus zinloos. De bepaling moet dan ook worden herzien of weggelaten.’³

In weerwil van die opmerking heeft de wetgever, zoals hierboven vermeld is, artikel 37, tweede lid, van de wapenwet aldus gewijzigd dat de ‘raadpleging’ van de Adviesraad voor wapens verplicht gesteld wordt.

Zoals de afdeling Wetgeving in voornoemd advies opgemerkt heeft, kan de Adviesraad voor wapens zijn adviezen slechts rechtsgeldig uitbrengen wanneer vaststaat dat de leden van het geraadpleegde orgaan beraadslaagd hebben over de elementen waarover het advies gaat, en wanneer blijkt dat in dat advies de vertolkte meningen niet louter naast elkaar geplaatst worden maar de opmerkingen geformuleerd worden waarover de leden van het geraadpleegde orgaan overeenstemming hebben kunnen bereiken, waarbij in voorkomend geval ook de minderheidsstandpunten vermeld worden.

In casu blijkt uit het dossier dat de Adviesraad voor wapens dit ontwerpbesluit onderzocht heeft tijdens een vergadering die op 28 januari 2020 plaatsgevonden heeft. De notulen van die vergadering bestaan op dit punt uit niets meer dan, enerzijds, een inleiding en, anderzijds, een opeenvolging van betogen van een aantal leden van dat orgaan.

Er is dan ook niet voldaan aan de voorwaarden die hierboven vermeld zijn en die vervuld moeten zijn opdat ervan uitgegaan kan worden dat het vormvereiste voorgeschreven door artikel 37, tweede lid, van de wapenwet vervuld zou zijn.

Bijgevolg is het vormvereiste in kwestie in dit stadium nog niet vervuld.”

Die opmerking kan ook met betrekking tot het ontworpen besluit worden gemaakt. Het document dat bij wijze van “raadpleging over het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 2020 tot vaststelling van technische specificaties voor de markering van vuurwapens en de aan de proef onderworpen onderdelen daarvan” aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, bevat immers enkel een aaneenschakeling van tussenkomsten van een aantal leden van de Adviesraad voor wapens. Daaruit volgt dat het vormvereiste van de raadpleging van de Adviesraad voor wapens in dit stadium nog niet naar behoren vervuld is. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplichte voorafgaande vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Het advies van de inspecteur van Financiën is gegeven op 22 mei 2024 en niet op 14 mei 2024. Het vierde lid moet dienovereenkomstig worden herzien.

³ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Advies 64.229/1-2-3-4 d.d. 14 november 2018, *Parl.St.* Kamer 2018-19, nr. 3515/5, 285-286, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64229.pdf>.

DISPOSITIEFArtikelen 3 en 4

Op de vraag waarom de artikelen 3 en 4 dezelfde verplichting van “een markering met een diepte van ten minste 0,0762 mm” invoegen, respectievelijk in een nieuw lid van artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 juli 2020 en in het nieuwe punt 1bis van de bijlage bij dat besluit, en op de vraag of de verplichting die in die twee artikelen vervat is, mogelijk op een verschillend tijdstip in werking treedt, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“La rédaction de l’obligation de profondeur minimale de marquage d’au moins 0,0762 mm à l’article 3 se justifie par la volonté de préciser le champ d’application temporel et matériel de la nouvelle règle, pour éviter au destinataire une confusion. En effet, l’article 3 fait déjà référence à une date, celle du 17 janvier 2020, date à partir de laquelle les armes à feu et les pièces soumises à l’épreuve doivent faire l’objet d’un marquage clair. L’annexe (modifiée par l’article 4 du projet) donne les spécifications techniques de marquage des armes à feu et pièces soumises à l’épreuve (telle que la taille de la police, l’alphabet utilisé, le système numéral), il était donc judicieux d’y indiquer la profondeur du marquage. Aussi, la modification de l’annexe correspond à celle apportée à l’annexe de la directive européenne qui est transposée.

L’article 4 ne mentionne pas qu’il s’applique aux armes à feu et aux pièces soumises à l’épreuve fabriquées ou importées, en vue de leur mise sur le marché européen à partir du 22 juillet 2025 car cela est déjà noté à l’article 3 de l’arrêté royal du 31 juillet 2020. Mais par souci de clarté pour le citoyen, cela peut être ajouté.”

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat ter wille van de duidelijkheid van het dispositief expliciet zou moeten worden vermeld, hetzij in de bepaling zelf, hetzij in een specifieke bepaling, vanaf welke datum de wijziging van toepassing is waarin artikel 4 voorziet.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO